

Séance de rentrée académique de l'ULB du 14 septembre 2018

Cette séance sera placée, à l'instar de l'ensemble de l'année académique, sous la thématique « L'Europe de la connaissance »

PROGRAMME

Lieu : Hémicycle du Parlement européen

À partir de 15h30 : Accueil

17h : Ouverture de la cérémonie

Discours d'accueil par Monsieur **Philippe Lamberts**, Député européen Ecolo

Discours de **Pierre Gurdjian**, président du Conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles

Discours des **membres de l'Assemblée plénière**: **Blaise Godefroid**, représentant le corps scientifique; **Pascale Lathouwers**, représentant le personnel administratif, technique, de gestion et spécialisé; **Tibor Van Cutsem** et **Chloé Van Raefelgem**, représentant la communauté étudiante.

Allocution de Monsieur **Carlos Moedas**, Commissaire européen à la recherche, à l'innovation et à la science

Discours d'**Yvon Englert**, recteur de l'Université libre de Bruxelles

Discours de rentrée académique 2018-2019**Yvon Englert, recteur de l'Université libre de Bruxelles****14 septembre 2018****Présentation de Carlos Moedas et de l'année thématique : « L'Europe de la connaissance »**

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellences, Mesdames et messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Commissaire, Cher Monsieur Moedas,

Monsieur le Ministre-Président,

Monsieur le Ministre d'Etat,

Dear colleagues Rectors from all over Europe,

Chers collègues recteurs d'universités, directrices et directeurs de Hautes écoles des communautés françaises et flamandes de Belgique,

Mevrouw de rector van onze suster universiteit de VUB, beste Caroline

Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs des parlements européens, belges ou des entités fédérées,

Monsieur le Chef de Cabinet,

Monsieur le Secrétaire perpétuel de l'académie royale des arts et lettres,

Chers collègues membres de la communauté universitaire,

Chers étudiantes et chers étudiants,

Chers amies et amis de l'Université libre de Bruxelles qui nous faites l'honneur répété de venir assister à notre rentrée académique,

J'ai le grand plaisir et privilège de prendre la parole pour vous présenter l'invité d'honneur de cette 185^{ème} séance solennelle de rentrée académique de l'ULB : le Commissaire européen à la Recherche, à la Science et à l'Innovation, Monsieur Carlos Moedas.

Mais avant cela, permettez-moi de remercier ici publiquement le Bureau du Parlement européen et le député belge Philippe Lamberts qui ont répondu avec enthousiasme à notre demande d'accéder à ce lieu et ont rendu possible la cérémonie d'aujourd'hui.

Une cérémonie qui est placée sous le sceau de l'Europe, bien entendu, mais en particulier de l'Europe de la Connaissance. Un choix que j'expliquerai tout à l'heure dans mon discours.

Le choix du Commissaire européen de la Recherche était donc tout naturel dans le cadre de cette année thématique de l'ULB, surtout lorsqu'on connaît la personnalité de Carlos Moedas. Européen convaincu, ce diplômé en ingénieur civil à l'Université de Lisbonne et détenteur d'un MBA de l'Université de Harvard a mené une carrière dans le secteur privé avant de s'investir au sein du Parti social-démocrate portugais. C'est en 2008, suite à la crise financière, qu'il décide d'accepter le poste de coordinateur au sein de l'unité de recherche économique du PSD. Quatre ans plus tard, il sera nommé Secrétaire d'Etat dans le gouvernement de José Socrates puis, en 2014, son pays le propose

comme Commissaire Européen et Jean-Claude Juncker lui confie les portefeuilles de la recherche, de l'innovation et de la science.

Depuis lors, il œuvre au soutien de la recherche européenne, en prônant par exemple l'Open Access ou en favorisant l'excellence de la recherche européenne. J'en veux pour preuve son Plan S en soutien à l'Open Access, son projet de Conseil européen de l'Innovation ou encore la proposition de prochain programme cadre européen, heureusement baptisé Horizon Europe, dans lequel il est proposé de doter la recherche européenne d'un budget ambitieux de plus de 100 milliards d'euros entre 2021 et 2027.

« Individuellement, en tant qu'États membres, nous sommes forts, mais ensemble, notre potentiel de recherche et d'innovation est encore inconnu. » Ce sont vos propres paroles, Monsieur le Commissaire, et nous sommes donc toutes et tous impatients et ravis de pouvoir vous entendre nous parler de ce potentiel qui est naturellement énorme.

(suite du discours du recteur)

Mesdames et Messieurs,

C'est avec une certaine émotion que je prends la parole dans ce magnifique hémicycle du Parlement européen pour cette rentrée académique particulière à plus d'un titre.

Cette rentrée académique dans le lieu même du débat européen, se veut une manifestation de soutien à un projet européen en crise, à une Europe en crise, un geste d'attachement de l'Univers de la connaissance en général et de l'Université libre de Bruxelles en particulier à l'idée européenne, à cette idée de construire une communauté fraternelle à l'issue d'une des guerres les plus atroces que l'humanité ait connue, même si nous savons, et c'est bien normal, que cette idée du « plus jamais cela » ne peut suffire à donner du souffle au projet européen.

L'université comme institution cultive le savoir, produit de la connaissance nouvelle, et forme une part importante de la jeunesse. Elle a une mission universaliste, comme son nom l'indique bien d'ailleurs, qui la rend sensible à un projet large et ambitieux comme peut l'être le projet européen. L'université cultive les liens avec ses alter egos dans le monde. Et je me plais à saluer les rectrices et recteurs belges et internationaux que je remercie de l'honneur et de l'amitié qu'ils nous font de par leur présence. Celle-ci montre bien que cette vision universaliste est partagée de Rome à Prague et de Chypre à Moscou. Il est bon de rappeler d'ailleurs ici combien les universités britanniques ont été des militants actifs pour le « remain », indiquant clairement que la science et l'éducation d'aujourd'hui nécessitent coopération et émulation qui ne peuvent se développer harmonieusement dans un espace politique étriqué et dans un isolationnisme d'un autre âge.

L'Europe géographique, comme berceau de la connaissance contemporaine, est à la fois une réalité historique et une usurpation. Notre construction sans précédent d'un corpus extraordinaire de savoirs ancre ses racines dans la renaissance et l'émergence de ce qui caractérise toujours la connaissance, et particulièrement la connaissance universitaire, à savoir une combinaison d'observation, d'analyse rationnelle et de démonstration expérimentale, avec cet esprit critique

indispensable à ne pas persévérer dans une approche erronée. C'est incontestablement l'Europe et la culture européenne qui seront le berceau de cette science qui a investi le globe tout entier, depuis les profondeurs abyssales des océans jusqu'à l'infini de l'espace.

Mais il y a dans cette suprématie une forme d'usurpation puisque ce sont les européens qui ont, à travers une épopée coloniale sanglante, imposé leur forme de savoir au monde, en détruisant au passage les cultures des autres continents, sinon les peuples eux-mêmes, emportant avec eux autant de savoirs discrédités, sinon perdus. Du coup, même lorsque la connaissance est issue d'autres continents, c'est souvent une extension de notre propre culture, produite par des descendants des européens émigrés. C'est caricaturalement le cas des États-Unis d'Amérique, un immense contributeur au corpus de la connaissance du monde moderne, quasi exclusivement produit par des migrants d'Europe, et donc ancrés dans la culture et les modes de pensée européens. Il est bon de s'en souvenir en cette période de réexamen de la douloureuse période coloniale, qui prend ses racines dans la prise de conscience de la force culturelle des pays colonisés avec le célèbre discours sur le colonialisme d'Aimé Césaire au congrès des écrivains et artistes noirs à Paris en 1950. [\(Video1\)](#)

C'est au sein de nos universités que nos chercheurs doivent s'efforcer d'étudier et d'analyser les cultures du monde et la question de l'héritage colonial, sans culpabilité collective suspecte, mais sans parti-pris chauvin. Car, dans le débat sur le déboulonnage des statues, c'est parfois plutôt effacer le passé que reconnaître et affronter l'histoire dans sa complexité et dans cette violence dont, définitivement, les hommes ont le sinistre secret.

Mais aujourd'hui, au-delà de l'Europe géographique, c'est l'Europe politique qui porte les plus grands espoirs d'un développement de la science à la hauteur des enjeux globalisés de la planète que les nationalismes étriqués refusent de voir, comme ils refusent de reconnaître que la globalisation économique qu'ils soutiennent ne peut qu'aller de pair avec une globalisation de la circulation des hommes et des idées. Et cette Europe est aujourd'hui face à une crise existentielle, dans le plus pur sens du mot, rattrapée par la succession des crises économiques, de celle des sub-primes à celle des dettes souveraines. Mais il me semble que ce n'est pas la seule cause de la situation actuelle, qui est aussi - et il faudra bien que les partisans de l'Europe le reconnaissent et forcent un réajustement - le résultat de la négligence, sinon du mépris, porté à l'Europe sociale depuis la chute du mur, comme si la disparition de l'Union Soviétique avait éteint les causes et les aspirations qui avaient conduit à sa fondation.

Les Universités, qui portent dans leur appellation même le terme d'Universalité, sont souvent de ce fait des soutiens implicites de l'idée européenne, de l'idéal d'une union pacifique rendant la répétition des guerres européennes impossible comme le déclarait Robert Schuman le 9 mai 1950, lors de la fondation de la CECA. [\(Video2\)](#)

Si cet objectif reste pertinent aujourd'hui, il est insuffisant à convaincre et nous devons voir dans l'Union européenne un niveau d'organisation qui nous donne les moyens de contrôler notre propre destin et défendre les valeurs qui nous sont chères. Face aux enjeux planétaires de ce 21^{ème} siècle surpeuplé, rongé par les inégalités sociales grandissantes et la crise écologique, face aux géants économiques que sont la Russie, la Chine et les États-Unis ou les GAFAs, qui peut douter que la réponse ne peut être au minimum qu'européenne, afin de préserver des valeurs qui nous sont chères, que ce

soit la déclaration universelle des droits de l'homme, la sécurité des personnes et des biens, l'état de droit, l'habeas corpus et la protection de la vie privée, ou encore la protection sociale et tout particulièrement les modèles européens d'assurance santé, un peu diverses peut-être, mais exceptionnels et magnifiques en comparaison avec ceux de l'ensemble de la planète ? Je citerais également la diversité des langues et des cultures qui sont la richesse de la Belgique comme de l'Europe.

Pour pouvoir convaincre, il est essentiel que les Universités portent une attention soutenue à leur crédibilité auprès du grand public. Nous devons apporter une attention particulière au dialogue entre les universités, leurs chercheurs et les citoyens. C'est en effet un enjeu essentiel pour nous, universitaires, que de promouvoir non seulement l'internationalisation de nos institutions, mais aussi leur insertion dans leur écosystème local, et de développer une approche qu'on peut résumer par le terme de « Civic University ». N'oublions pas trop vite, nous, Universités, la leçon du Brexit. Un recteur d'une prestigieuse institution britannique me disait combien le peu d'attention des universités anglaises pour les villes et les populations qui les hébergent avait handicapé leur campagne pour le « remain » et consacré leur incapacité à convaincre. En ce sens, l'enjeu pour les universités est le même que pour les institutions européennes : donner sa dimension sociale à notre action pour être reconnu par nos citoyens comme un des leurs.

Pour ce qui est de la connaissance, l'Union européenne est devenue pour nous un acteur essentiel du financement de la recherche, et comme un bailleur de fonds est toujours un acteur d'orientation de celle-ci, une structure aux responsabilités majeures. En effet, la place de l'UE dans le soutien et l'orientation de la recherche implique automatiquement qu'elle forge, à travers la sélection des thématiques et des projets qu'elle soutient, le corpus du savoir de demain.

L'European Research Council est devenu en 10 ans un acteur majeur de soutien et de structuration du savoir en Europe. On peut rappeler que c'est à une initiative du Commissaire européen Philippe Busquin, belge et qui plus est alumni de notre Université, qu'on doit le concept de l'espace européen de la recherche et, avec le directeur général à la Recherche, Achileas Mitsos, le soutien à la fondation de l'ERC et son indépendance scientifique. Il a aussi porté une attention soutenue à la question du genre et à la place des femmes dans la recherche européenne. **(Video3)**

Philippe Busquin est ici dans la salle, je vous propose de l'applaudir chaleureusement.

Nous savons que les enjeux de la connaissance sont en 2018 des enjeux colossaux et soulèvent des besoins immenses d'expertise, de rationalité et d'innovation, indiquant aux Universités quelle place elles doivent tenir dans le développement et l'évaluation de ces enjeux de notre temps.

Pour tenir cette place, les étudiantes et étudiants sont essentiels. Parce qu'ils et elles sont notre raison d'être, parce qu'ils et elles sont un moteur perpétuel de questionnement et de renouvellement, parce qu'ils sont le vivier d'où sont issus les chercheurs d'aujourd'hui et de demain, parce qu'ils donnent magnifiquement corps au concept d'Université engagée que l'ULB souhaite être.

Leur engagement et leur révolte sont très différents de ce que nous avons connu il y a 50 ans sinon comment expliquer que le tas de pavés posés négligemment par les ouvriers régionaux en face du Janson n'aient été utilisés que pour paver nos nouveaux trottoirs ? Mais il ne faudrait pas croire

pour autant que la jeunesse d'aujourd'hui est moins critique ou moins engagée. Au contraire, je suis surpris chaque jour par la vivacité et la diversité de l'engagement de nos jeunes étudiantes et étudiants et je voudrais profiter de ce moment, comme chaque année à l'occasion de cette séance de rentrée, pour mettre à l'honneur plusieurs d'entre eux en leur remettant la médaille de l'Université. Les trois lauréats de cette année thématique sont des associations étudiantes qui incarnent les valeurs que nous voulions mettre en avant dans le cadre de l'Europe de la Connaissance.

J'appelle tout d'abord les représentants de l'association étudiante Express Erasmus ULB, Nabil Bansaccal, Soufian Gaddari et Salim Guellet. Votre association a pour but d'accueillir les étudiantes et étudiants qui ont choisi de faire leur semestre d'Erasmus à l'ULB. Vous organisez de nombreuses activités socio-culturelles et initiez les rencontres entre étudiants belges et internationaux. Vous avez saisi toute l'importance de la présence et de l'accueil à réserver à vos collègues étudiants et le bénéfice que chaque étudiant de l'ULB peut engranger en rencontrant ses homologues venus d'autres universités et en apprenant leur culture. En tant que symboles vivants de l'Auberge espagnole si sympathique et tant appréciée sur nos écrans, nous tenions à vous féliciter aujourd'hui, au nom de l'ULB, pour cette action au service de l'enrichissement international de l'ULB et de chacun de ses étudiants. Félicitations !

J'appelle ensuite Aurélie Bruguet et Quentin Moreau-Hamel pour ULB Mun. Depuis 2010, votre association fédère la motivation des étudiantes et des étudiants qui désirent participer aux sessions de simulation d'assemblées des Nations Unies à New York. Depuis lors, votre association rassemble chaque année une vingtaine d'étudiants motivés, venant de toutes les facultés et désireux d'enrichir leur parcours d'apprentissage d'une occasion unique de découverte et de partage de connaissances au niveau international. Vous êtes l'heureuse incarnation de cette devise de l'écrivaine Pearl Buck : « Les jeunes ne savent pas être prudents, c'est pourquoi ils tentent l'impossible et l'atteignent génération après génération. » Félicitations !

J'appelle enfin les responsables entrantes et sortantes de Eyes on Europe, Hélène Decottigny et Zita Massing. En 2004, des étudiants principalement issus de l'Institut d'Etudes européennes se lançaient un défi : créer un magazine récurrent qui parlerait de l'Europe et ne serait géré que par des étudiants. Et 14 ans plus tard, non seulement ce magazine étudiant existe toujours mais il jouit d'une belle notoriété auprès des acteurs européens et est lu chaque trimestre notamment dans les couloirs de ce bâtiment. Non content de ce succès, vous faites également vivre la réflexion sur la thématique européenne à travers de nombreux débats, conférences et autres activités culturelles. La qualité de votre travail et votre implication dans votre sujet d'études sont des preuves que la jeunesse européenne a de quoi promettre un bel avenir à son continent et au partage de ses connaissances. Merci et bravo !

Après les étudiants, passons aux chercheurs... Notre Université s'inscrit pleinement dans l'effort européen pour la recherche, et l'année qui s'achève a vu, une fois encore, nos chercheurs glaner des financements européens grâce à leur qualité, leurs efforts et au soutien sans faille de notre administration. Lors du dernier appel, nos chercheurs ont, comme pratiquement chaque année, collecté de nouveaux ERC mais l'ULB a aussi décroché un très convoité COFUND Marie Skłodowska-Curie qui nous permettra d'accueillir, pendant les 5 années qui viennent, 63 chercheurs internationaux dans nos laboratoires et centres de recherche. Les liens de l'ULB avec les institutions

européennes sont forts et notre attention pour l'Europe ne faiblit pas depuis la fondation du premier Institut d'études européennes il y a 55 ans. Nous suivrons donc avec une attention toute particulière le projet de budget ambitieux de la Commission pour le programme de recherche Horizon Europe 2021-2027.

Mais il ne faut pas oublier pour autant l'importance des efforts belges pour la recherche. Indépendamment du tout récent plan national pour les investissements stratégiques ou du refinancement de l'enseignement supérieur opéré par le gouvernement de la FWB au cours de la législature qui se termine, nos universités restent handicapées par un sous financement majeur, et les pertes de financement à d'autres niveaux nous ont donné le sentiment qu'on nous prenait d'une main ce qu'on nous donnait de l'autre. Or, l'attractivité de nos Universités est un facteur essentiel de qualité de la recherche dans un paysage universitaire de plus en plus compétitif et globalisé. Dans ce contexte, je me dois de mentionner l'inquiétude face aux menaces qui pèsent sur les pensions du corps académique, non parce qu'il devrait être une catégorie privilégiée, mais parce qu'à la fois il est victime d'une discrimination évidente, puisque les exigences pour entrer dans le corps académique sont telles qu'il est simplement mathématiquement impossible d'y avoir une carrière complète dans les nouvelles règles proposées par le gouvernement fédéral, mais aussi, et ici le lien à l'année de l'Europe de la connaissance est évident, c'est, pour les universités d'une communauté française pas obligatoirement très attractive au niveau des salaires, un nouvel argument permettant d'attirer des talents sur la scène internationale qui pourrait disparaître. Nous avons une volonté forte de nous placer sur l'échiquier européen et international encore mieux demain qu'aujourd'hui. Mais il faut pour cela que les pouvoirs publics nous aident et prennent la mesure du retard accumulé par nos universités en termes de soutien public en regard des investissements massifs qui se passent tout autour de nous.

Mesdames et Messieurs les responsables politiques,

Les six recteurs des universités belges francophones ont procédé ensemble à une lecture critique du Rapport du Collège d'experts extérieurs établi il y a près d'un an à la demande du Conseil d'administration de l'ARES. Ils en ont apprécié l'analyse qui insiste sur le définancement général de l'enseignement supérieur. Le définancement a été particulièrement important pour les universités. Sur les quinze dernières années, la baisse du financement par étudiant a été de près de 20%. Cette diminution rend l'exercice des missions de base des universités de plus en plus difficile, à un moment où la concurrence internationale est toujours plus forte.

Nos six universités sont une source majeure de développement pour leur environnement. A l'occasion de cette rentrée académique et à la veille d'une nouvelle législature, les recteurs des six universités belges francophones ont convenu de partager ensemble avec vous une demande de refinancement prioritaire pour leur permettre de remplir leurs missions dans le futur.

Mais l'ULB ne se réfugie pas derrière ses difficultés de financement et se veut, d'une façon volontariste, être une université tournée vers l'innovation, en enseignement et en recherche, et attentive tant à son écosystème local qu'à son internationalisation. Elle peut aussi compter sur un groupe de donateurs fidèles que je souhaite chaleureusement remercier aujourd'hui pour leur soutien chaque fois renouvelé.

Pour l'ULB, l'année qui s'ouvre sera marquée par de nouvelles avancées essentielles.

À Charleroi, avec le développement du campus universitaire de Charleroi Ville-Haute, l'acquisition du magnifique bâtiment historique Zénobe Gramme et l'ouverture des nouveaux enseignements de BA1 qui commencent cette année en partenariat avec l'UMons. J'en profite pour remercier le recteur sortant de l'Université de Mons, Calogero Conti, pour notre partenariat respectueux et fertile tout au long de ses 9 années de fonction, et saluer l'entrée en fonction de son successeur, Philippe Dubois, en émettant le vœux d'encore approfondir nos projets de développement communs.

Nous aurons également des avancées à Bruxelles, notre ville-région à nous, l'ULB, où les projets met onze suster-universiteit, de VUB (bedankt mevrouw de Rector, Beste Caroline) se multiplient chaque jour un peu plus.

L'accord historique avec la ville de Bruxelles, officialisé ce lundi par un vote unanime du Conseil d'administration de l'Université et par le Conseil Communal, unit nos forces pour créer un cancépôle majeur et transformer nos 5 hôpitaux en un vaste hôpital universitaire de 2800 lits. Cet accord marque à la fois notre intérêt pour notre région et ses habitants et notre volonté d'internationalisation par l'ambition de créer un CHU de taille européenne en étroite connexion avec nos laboratoires de recherche;

Enfin, cette année sera marquée par des avancées en interne enfin puisque c'est l'été prochain que devra atterrir notre plan stratégique 2030 initié voici 2 ans et qui avance remarquablement grâce à de très nombreuses contributions de la communauté universitaire que je souhaite remercier ici.

L'année sera donc riche et ce n'est pas un hasard si elle a officiellement démarré, ce matin, par un séminaire des recteurs du réseau UNICA des universités des capitales européennes, un réseau fondé par l'ULB et la VUB il y a 28 ans. Ce séminaire, qui portait sur l'Open Science, est un enjeu pour l'Europe et le Commissaire Moedas, que je remercie encore pour avoir accepté notre invitation, a partagé avec nous quelques des enjeux essentiels de cette question cruciale pour l'avenir de la science européenne.

Le monde bouge à vitesse accélérée. L'ULB aussi. Nous lançons un projet hospitalier de très grande ampleur ainsi qu'un projet d'université européenne audacieux. Le plan stratégique qui va être finalisé cette année nous bousculera dans nos habitudes, permettra de donner un coup d'accélérateur à la modernisation de notre enseignement et accélèrera encore un peu plus la transformation digitale de l'Université, une innovation déjà bien en marche. Mais être en phase avec son temps ne veut pas dire renoncer à ses valeurs fondamentales. L'ULB, plus que jamais, se veut une université engagée au cœur de Bruxelles, de la Belgique et de l'Europe.

Je vous remercie pour votre attention.

Discours de rentrée académique 2018-2019**Blaise Godefroid, représentant le corps scientifique****14 septembre 2018***« Une Université, ça devrait être un laboratoire ! »*

Mesdames et Messieurs, en vos titres et qualités,

Chaque année, lors de la séance solennelle de rentrée académique, un représentant des différents corps composant l'Université peut s'exprimer un court instant. Pour la plupart, ils dénoncent des choix politiques qui les impliquent et qu'ils désapprouvent et leurs conditions, disons améliorables, de travail ou d'étude.

Chaque année, les représentants du corps scientifique alertent et mettent en garde sur leur statut précaire et sans grande perspective, sur le manque de soutien et de reconnaissance quant au travail considérable et charnière qu'ils remplissent pour l'institution. En effet, si les scientifiques de notre Université sont majoritairement des chercheurs, beaucoup sont en plus enseignants mais aussi encadrants, techniciens, secrétaires, et j'en passe, et se voient attribuer des tâches étonnantes et chronophages qui, à long terme, les pénalisent sur le plan de la recherche, le seul actuellement valorisable dans une carrière académique.

Chaque année pourtant, on ne peut que constater et déplorer que nos situations ne se soient pas améliorées voire se soient dégradées, et que notre avenir se soit encore précarisé. Si ce discours-là est vain - peut-être parce que le recteur, élu par une minorité, n'a pas à en tenir compte ? -, j'en essayerai un autre. (Bien que vous l'aurez remarqué, je me suis permis de rappeler quelques fondamentaux.)

Je souhaiterais donc pour cette rentrée, à l'heure où les discussions sur ULB CAP2030 se concrétisent et se concluent, profiter de ce (de plus en plus) court instant pour me pencher, avec vous, sur le rôle moteur que l'Université peut jouer ou devrait jouer dans la société.

L'ULB, 20e commune bruxelloise, le second plus gros employeur de la région, plus de 35 000 membres. Une université forte, indépendante, riche de son histoire, de son savoir et de ses étudiant.e.s !

Une Université hors du commun mais pourtant, par certains aspects, inlassablement banale. Une Université, ça devrait être un laboratoire ! Le lieu où l'on expérimente, on essaye, on échoue, on recommence, on construit, on avance pour finalement inciter le changement dans les autres secteurs sociétaux. C'est le lieu où les solutions aux grands défis actuels peuvent être imaginées mais aussi testées !

Malheureusement, et comme souvent, des impératifs financiers - ou un manque de volonté - nous contraignent à laisser de côté certaines de nos convictions pour continuer à user des outils d'un système qu'on ne souhaite plus. Rankings privés, compétition dans la recherche et dans l'enseignement, examen d'entrée, précarisation du personnel, privatisation de l'accès à la science sont autant de symptômes de la fuite en avant vers un modèle néolibéral de la science et de nos

Universités. Malgré tout, des convictions, nous en avons. Je vous félicite par exemple d'ambitionner d'être leaders dans l'investissement financier raisonné, notamment décarbonné. D'imaginer notre nouveau campus commun ULB/VUB comme un campus durable et ouvert sur la ville. D'avoir conçu avec ambition un plan de mobilité durable qui j'espère sortira bientôt du placard. De prendre des positions fortes et courageuses comme celles que nous avons prises en faveur des migrants et contre les visites domiciliaires.

Les Universités devraient cependant être précurseurs ou actrices dans bien d'autres initiatives afin relever les nombreux challenges actuels.

Un exemple parmi d'autres qui me tient particulièrement à cœur, c'est la démocratie. Un pilier en crise de nos pays occidentaux. Nos démocraties uniquement représentatives (où le peuple est gouverné par des représentants élus) semblent atteindre leurs limites et ne pas répondre aux attentes des citoyens.

L'Union européenne, dont le cœur démocratique nous accueille aujourd'hui, en est un bon exemple. Bien que restant une instance décisionnelle majeure pour notre futur, elle est, au risque de caricaturer, structurellement gangrenée par les lobbies et a perdu la confiance d'une part grandissante de ses citoyens ouvrant ainsi la porte aux eurosceptiques antidémocratiques.

L'Université « au cœur de l'Europe », serait-elle épargnée ?

Je me souviens être arrivé extrêmement impatient à mon premier Conseil d'administration il y a un peu plus de 6 ans, car je pensais naïvement que l'Université serait le lieu d'une efficiente démocratie. Si, il y a tout juste 50 ans, l'adoption par l'Université d'un mode de gouvernance du type d'une démocratie représentative consistait en une révolution, aujourd'hui, on ne peut que constater que :

- la concentration du pouvoir dans les mains des Autorités,
- le lobbying des Facultés, mais aussi d'une administration de plus en plus puissante,
- la lourdeur des instances et le désintérêt de la communauté qui empêchent le renouvellement des administrateurs...

...sont autant de limites qui mettent à mal la concertation et la participation de la communauté universitaire.

Alors que la réforme de la gouvernance aurait pu être le moment d'imaginer cette démocratie efficiente, on ne peut que déplorer que celle-ci ait été dans le sens d'une concentration encore accrue du pouvoir. Cinq ans plus tard, l'heure ne devrait-elle pas être au bilan ?

Malgré tout, nous, représentants du Corps scientifique, restons convaincus que c'est notre Université qui pourra dans ce domaine, encore une fois, être la pionnière du nouveau !

Pourquoi pas d'ici à 2030 ?

Je vous remercie

Discours de rentrée académique 2018-2019**Pascale Lathouwers, représentant le personnel administratif, technique, de gestion et spécialisé****14 septembre 2018**

« Une grande majorité du personnel prouve chaque jour son dévouement et son attachement à notre Alma Mater »

Mesdames et Messieurs, en vos titres et qualités,
Chers Collègues,

À l'aube de notre 185ème Rentrée académique, faisons un retour sur l'année 2017-2018 qui a vu l'émergence de dossiers qui concernent ses différents personnels:

Tout d'abord le dossier « Plan Actiris Diversités » qui développe une politique d'intégration des diversités dans ses différentes dimensions.

Le PATGS, avec ses représentants de la participation ainsi que les organisations syndicales y sont particulièrement intégrées. Les travaux des différents groupes avancent à grands pas et les retours sont nombreux afin de faire évoluer favorablement le projet.

Les dossiers « Pensions » et « Harcèlement » doivent encore et toujours retenir toute notre attention.

Le dossier « Promotions », dossier qui de tout temps fâche...

Celui-ci est pour le moment au point mort, sauf pour un vague essai d'un nouveau formulaire d'évaluation qui n'engendre que peu d'enthousiasme. Nous en sommes toujours au système « *Vous méritez une promotion mais pour des raisons budgétaires, nous ne pouvons vous l'accorder...* »

Une suggestion à l'attention de nos autorités déjà soumise en séance du Conseil d'administration de l'ULB : que les moyens dégagés par le tax shift soient affectés au PATGS (promotions et conditions de travail). Une évaluation de son impact financier nous a été promise pour la fin de l'année. Nous l'attendons de pied ferme.

Je souhaite aussi attirer votre attention sur la réputation extérieure négative faite à notre personnel ATGS, souvent à tort. Une grande majorité de ce personnel prouve chaque jour son dévouement et son attachement à notre Alma Mater tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Institution.

À titre d'exemple, j'en veux pour preuve Monsieur René de Wilde qui travaille au Département Infrastructures de l'atelier Menuiserie. René est un pilier de notre Université, connu de presque tous les PATGS. Il s'occupe de création et surtout de restauration de meubles dans les locaux universitaires.

Sa qualité de travail et son enthousiasme font la fierté de ceux qui font appel à son expertise. De plus, un vent favorable m'a soufflé qu'une exposition de son travail est en cours de pourparlers.

Je souhaite également relever l'exceptionnelle contribution des membres du même atelier, à savoir Hugues Bouckaert, Olivier Eischen, Bilal Hala et Boris Papeians, à la réalisation de l'exposition

«The Art of Difference» consacrée aux regards croisés de scientifiques et d'artistes sur le thème du handicap et présentée en 2018 à Bozar.

Un projet institutionnel innovant a été soutenu par plusieurs collaborateurs du Département de l'Administration financière qui s'y sont investis sans relâche : cela concerne l'implication et l'engagement de l'ULB envers les écoles secondaires plurielles Karreveld et Maritime.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Monsieur le Directeur Général, Cher Michel, pour votre dernière année au sein de notre Université, nous attendons toujours beaucoup de vous. Nous serons présents pour toute nouvelle entame de dialogue ouvert, dans le respect de tous.

Un vœu pieux : nous souhaitons une implication au 1er niveau du PATGS dans tous les projets qui vont les impacter à plus ou moins brève échéance. Et ceci, afin d'éviter d'une part tout problème ultérieur dans leur mise en œuvre et d'autre part la démotivation et le stress engendrés par des décisions incomprises et non concertées.

Au nom des représentants du Personnel Administratif, Technique, de Gestion et Spécialisé à l'Assemblée plénière, nous vous souhaitons une excellente rentrée académique.

Discours de rentrée académique 2018-2019**Tibor Van Cutsem et Chloé Van Raefelgem, représentant la communauté étudiante****14 septembre 2018***«L'enseignement n'est pas à vendre, la connaissance n'a pas de prix»*

À l'aube de l'an 2000, l'Europe avait pris une résolution : celle de devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde. L'Europe de la connaissance, c'est donc avant tout un projet économique, c'est investir dans la recherche et les universités d'excellence pour développer l'innovation, rendant l'Europe plus compétitive. C'est le projet de transformer l'enseignement supérieur en une usine à gaz au service des besoins des entreprises.

Est-ce simplement un hasard si les autorités de notre Alma Mater étaient prêtes, il y a deux ans, à accueillir McKinsey à bras ouverts et si, cette année, une chaire avec la FEB, la Fédération des Entreprises de Belgique, est inaugurée ? L'ULB pose un choix en organisant sa rentrée académique dans cet hémicycle, celui de se mettre au diapason de cette vision de l'enseignement et des réformes qui l'appuient.

Mais qu'est-ce que ça veut dire, en pratique ? Soyons libre-exaministes et examinons. C'est vrai, l'université offre des opportunités d'ouverture vers l'autre et vers ailleurs tels que l'ERASMUS. Un programme qui n'est pas uniquement une ligne sur un CV, mais aussi une expérience de vie enrichissante. L'ULB permet aussi aux étudiants de s'engager de manière culturelle, associative, et politique (on espère que ça va durer) cet engagement permet aux étudiants d'ouvrir leur vision d'une part sur le monde extérieur et ce tout en gardant le respect de son folklore, d'autre part.

Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Au Royaume-Uni, tandis que les universités publiques signent de juteux partenariats avec le privé, elles facturent en moyenne 8500€ l'année. Étudier dans le public y est maintenant plus cher qu'aux États-Unis. En France, une université peut maintenant empêcher un étudiant de s'inscrire dans certaines filières. Cet énorme pas en arrière pour l'accès à l'enseignement a fait se mobiliser des milliers d'étudiants contre une réduction de l'accès aux études. Pendant ce temps, chez nous, le comité des experts extérieurs de l'ARES recommande l'instauration d'une sélection ainsi qu'une augmentation du minerval.

Partout en Europe, les établissements jouent des coudes pour obtenir le titre d'université phare du projet européen. Tout ça, ne l'oublions pas, dans un contexte austéritaire pour l'enseignement dont les moyens sont bien trop faibles. Pour devenir un enseignement d'élite, l'université choisit donc de s'élitiser.

La conséquence chez nous des mesures proposées par le comité de l'ARES, par exemple, c'est qu'alors que déjà des milliers de jeunes ne peuvent tout simplement pas se permettre d'étudier, que ce soit par la barrière financière ou socio-culturelle, nos petits frères et nos sœurs risquent de ne plus pouvoir accéder à l'université. L'enseignement n'est pas à vendre, la connaissance n'a pas de prix.

Ce n'est pas ce projet que nous voulons, ni celui dont nous avons besoin.

Face à une université marchandisée, nous voulons une université engagée.

Face à la sélection, nous défendons une université accessible à toutes et à tous.

Face à une université au service des entreprises, nous revendiquons une université au service de l'ensemble de la société.

Face à un enseignement définancé, nous exigeons plus de moyens. Tout comme les jeunesses anglaises et françaises, nous continuerons à nous mobiliser cette année en Belgique avec le mouvement #OnVeutMieuxQueCa. Si vous n'en avez pas encore entendu parler, ça ne va pas tarder.

Nous avons besoin d'un autre cap. Un enseignement financé à hauteur de ses besoins, un enseignement de qualité et accessible.

Mr Englert, la balle est dans votre camp.